



QUESTIONS-RÉPONSES

Objectifs

LE MONDE ECONOMIE | 25.02.05 | 18h03

Qu'est-ce que la "stratégie de Lisbonne"?

Les 23 et 24 mars 2000, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne se réunissent à Lisbonne pour adopter une stratégie visant à faire de l'Union, d'ici à 2010, *"l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale, dans le respect de l'environnement"*.

La "stratégie de Lisbonne" repose sur sept critères de compétitivité : une société basée sur l'information, un environnement propice à la recherche et développement (R & D), un marché unique pour les services et les industries, des marchés financiers efficaces et intégrés, un esprit d'entreprise facilité par la réduction des obstacles administratifs, la lutte contre l'exclusion sociale, et enfin des efforts en faveur du développement durable.

La stratégie est déclinée en 28 objectifs et 120 sous-objectifs, dotés de 117 indicateurs permettant d'en assurer le suivi. Par exemple : 70 % de la population en activité, 60 % pour les femmes, et 50 % pour les 55-64 ans, 3 % du produit intérieur brut (PIB) consacrés aux dépenses de R & D, etc.

La stratégie de Lisbonne est lancée en pleine croissance de la "nouvelle économie", poussée par l'explosion des nouvelles technologies de l'information venue d'outre-Atlantique. Il s'agit alors de faire "aussi bien" que les Etats-Unis. Mais quatre ans après, la bulle Internet a éclaté, et les économies ont singulièrement ralenti. Les 25 et 26 mars 2004, le sommet de Bruxelles constate à mi-parcours qu'aucun des objectifs fixés n'est en voie d'être atteint... *"Beaucoup reste à faire pour éviter que Lisbonne ne devienne synonyme d'objectifs ratés et de promesses non tenues"*, indique un rapport d'étape rédigé sous la direction de Wim Kok, ancien premier ministre néerlandais.

Comment souhaite réagir la Commission ?

Le 2 février, la Commission européenne a présenté un programme d'action pour les cinq prochaines années ayant pour principaux objectifs de porter la croissance potentielle à 3 % et de créer 6 millions d'emplois nouveaux. Ce programme sera soumis à l'approbation du Conseil européen des 22 et 23 mars à Bruxelles. Le texte présenté par José Manuel Barroso, président de la Commission, affirme qu'*"il faut ressaisir l'ambition et la vision"* qui ont présidé en 2000 à la stratégie de Lisbonne. Pour cela, la Commission souhaite limiter et clarifier les priorités. Le "programme d'action Lisbonne" est donc recentré sur trois domaines majeurs recouvrant au total dix priorités centrales. Premièrement, *"faire de l'Europe un endroit plus attractif pour investir et travailler"* en *"étendant et améliorant les infrastructures répondant aux besoins technologiques avancés"*, en *"étendant et approfondissant le marché intérieur"*, en *"améliorant les réglementations européennes et nationales"*, et en *"garantissant une économie ouverte permettant une concurrence loyale au sein et en dehors de l'Europe"*.

Le deuxième domaine vise à mettre *"la connaissance et l'innovation au service de la croissance"*, c'est-à-dire *"augmenter et améliorer l'investissement dans la R & D"*, *"faciliter l'innovation"* et *"contribuer à la création d'une forte base industrielle européenne"*.

La création d'emplois est le troisième domaine, où il s'agit d'*"attirer plus de gens au travail et de moderniser les systèmes de protection sociale"*, et d'*"accroître la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises et la flexibilité des marchés du travail"*. Le document annonce également *"une révision du cadre existant des aides d'Etat"*, afin de promouvoir le soutien financier à la recherche et à l'innovation *"en particulier pour les entreprises jeunes et innovantes"*.

Quelles sont les perspectives de croissance de l'Union ?

Dans ses prévisions publiées le 17 février, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) estime que l'Union européenne devrait bénéficier de l'accélération de la croissance mondiale en 2005. En 2004, l'écart est cependant resté important par rapport aux Etats-Unis qui affichent une performance de 4,4 % contre 1,8 % seulement pour la zone euro. L'Allemagne a fait moins bien que cette moyenne avec 1,1 % et la France un peu mieux, 2,3 %. Au cours des dix dernières années, les niveaux de croissance et de productivité de l'Europe n'ont jamais atteint ceux de ses principaux partenaires.

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 22.02.05

[S'abonner au Monde.fr - 6€ par mois](#)

Droits de [reproduction](#) et de [diffusion](#) réservés © **Le Monde** 2004

Usage strictement personnel. L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la [licence](#) de droits d'usage, en accepter et en respecter les dispositions.

[Politique](#) de confidentialité du site. [Besoin d'aide ?](#) [faq.lemonde.fr](#)